

Réseau International

Site de réflexion et de réinformation

reseauinternational.net Imprimé le 20 mai 2025

L'empire sans fin

May 20, 2025

Catégories: Analyses, Faits d'actu, Impérialisme

Étiquettes: Empire britannique, impérialisme, Royaume-Uni, Seconde Guerre mondiale

Auteurs: pacaw



Campagne de dons – Mai 2025

(<https://reseauinternational.net/campaigns/campagne-de-dons-mai-2025/>)

Chers amis lecteurs, Nous faisons à nouveau appel à vous pour une nouvelle campagne de dons. Votre soutien nous est indispensable pour continuer à vous fournir le meilleur de l'information internationale alternative. C'est grâce à vos dons que nous pourrons maintenir le cap pour une information plurielle et réellement alternative. Nous comptons sur vous.

5 441,00 € de l'objectif de **25 000,00 €** atteint

Participer (<https://reseauinternational.net/campaigns/campagne-de-dons-mai-2025/donate/>)

par Mark Curtis

On débat depuis longtemps pour savoir si l'Empire britannique – le plus grand que le monde ait jamais connu – a été une bonne ou une mauvaise chose. Mais une autre question se pose : a-t-il vraiment pris fin ?

À certains égards, c'est évident. Quelque 62 territoires (<https://www.guinnessworldrecords.com/world-records/most-countries-to-have-gained-independence-from-the-same-country>) ont obtenu leur indépendance du Royaume-Uni au cours des dernières décennies, principalement durant la période qui a suivi la lutte pour l'indépendance de l'Inde en 1947 jusqu'à celle du Zimbabwe en 1980.

Mais le roi Charles est toujours le chef d'État de 14 territoires (<https://www.bbc.com/news/world-65426265>) du Commonwealth, de l'Australie à Sainte-Lucie, et le Royaume-Uni contrôle (https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5fdca611e90e07452a1c44de/UKOTs_Information_Paper.pdf) 14 autres «territoires d'outre-mer», tels que Gibraltar et l'île de Chypre.

Le Comité spécial des Nations unies sur la décolonisation a dressé une liste de 17 territoires (<https://www.un.org/dppa/decolonization/en/nsgt>) «non autonomes», ou colonies à tous égards – sauf de nom. Dans 10 d'entre eux, le Royaume-Uni exerce encore actuellement son pouvoir administratif.

Bon nombre des bases militaires les plus importantes du Royaume-Uni se trouvent dans d'anciennes colonies, comme au Kenya et au Belize.

Les multinationales basées au Royaume-Uni, en particulier les sociétés minières et pétrolières, continuent de piller les richesses des pays anciennement colonisés et aujourd'hui indépendants. On observe une forte corrélation entre les lieux où elles opéraient autrefois et ceux où elles opèrent aujourd'hui.

Et les fonds qui continuent d'être détournés de ces territoires transitent régulièrement par des paradis fiscaux insulaires contrôlés par le Royaume-Uni, tels que les îles Vierges britanniques et les îles Caïmans. Ces territoires sont les véritables vestiges de l'énorme puissance commerciale de la City de Londres à l'époque du colonialisme officiel.

La culture interventionniste qui imprègne encore les couloirs de Whitehall est tout aussi vive : une mentalité bureaucratique empreinte d'une supériorité morale qui trouve tout à fait normal que la Grande-Bretagne envoie des navires de guerre ou des avions bombardier des pays étrangers – comme le Yémen le mois dernier – avec le soutien des média nationalistes.

La puissance mondiale du Royaume-Uni a certes décliné depuis cette période de suprématie mondiale, comprise entre la défaite des marines française et espagnole en 1805 et la Seconde Guerre mondiale.

Mais la Grande-Bretagne reste l'une des principales puissances militaires et des puissances douces ([https://ceoworld.biz/2024/04/04/ranked-worlds-most-influential-countries-2024/#google_vignette](https://brandfinance.com/press-releases/brand-finance-global-soft-power-index-2025-china-overtakes-uk-for-the-first-time-us-remains-top-ranked-nation-brand#:~:text=20%20February%202025%2C%20LONDON%20%E2%80%93%20The%20United%20States,by%20Japan%20%284%20th%29%2C%20and%20Germany%20%285%20th%29.)) du monde, et l'un des pays les plus influents (<a href=)) de la planète, selon certains classements.

Ce que fait le Royaume-Uni revêt donc toujours une importance considérable pour des millions de personnes à travers le monde. Et une grande partie de cette influence reste pernicieuse.

Le nouvel empire

Le «fardeau de l'homme blanc», qui justifiait les brutalités coloniales souvent ouvertement racistes, a été remplacé par le maintien d'un «ordre international fondé sur des règles» fictif, qui sert de couverture à la poursuite d'objectifs bien plus terre-à-terre.

Il s'agit notamment d'intervenir à volonté dans d'autres pays (le plus souvent aujourd'hui en tant que vassal des États-Unis), de s'accaparer leurs ressources dans le cadre d'accords commerciaux avantageux, de faire passer les intérêts géopolitiques avant les droits humains, de soutenir les dictateurs inféodés à Whitehall et d'afficher sa puissance militaire.

Et tout cela s'accomplit tandis que les décideurs politiques à Londres, en 2025 comme en 1925, prétendent sans cesse occuper le haut du pavé moral – avec le soutien invariable des médias nationaux britanniques.

Des millions de personnes vivent encore sous le joug de l'Empire. Plusieurs des conflits frontaliers parmi les plus tenaces dans le monde opposent des populations qui souffrent encore des frontières tracées il y a des décennies par les fonctionnaires coloniaux britanniques.

La Palestine en est un exemple. La politique britannique consistant à soutenir le génocide perpétré par Israël et son projet colonial au détriment des droits des habitants indigènes de la région est tout droit issue du XIXe siècle.

Remettre en cause les aspects insidieux de la politique étrangère actuelle du Royaume-Uni – et ils sont nombreux – revient ni plus ni moins à mettre véritablement fin à l'Empire britannique.

L'empire des bases

Mon collègue Phil Miller a découvert (<https://www.declassifieduk.org/revealed-the-uk-militarys-overseas-base-network-involves-145-sites-in-42-countries/>) en 2020 que le Royaume-Uni exploite pas moins de 145 bases militaires dans 42 pays à travers le monde. C'est un véritable empire. Mais c'est un empire méconnu de la plupart des gens en dehors du ministère de la Défense.

De nombreuses bases situées dans d'anciennes colonies servent de terrains d'entraînement aux forces militaires britanniques, pour lesquelles la Grande-Bretagne ne paie pas un centime – comme au Belize (<https://www.declassifieduk.org/exclusive-britain-uses-vast-swathes-of-one-of-the-worlds-most-biodiverse-countries-for-military-training-and-pays-nothing/>) – ou abuse en toute impunité de la population locale – comme au Kenya (<https://www.declassifieduk.org/tag/kenya/>).

D'autres sites militaires britanniques de premier plan sont situés dans d'anciens «protectorats» (des colonies à tous égards sauf de nom), en particulier dans les dictatures du Golfe que sont l'Arabie saoudite, Oman et Bahreïn. La Grande-Bretagne a contribué (<https://www.markcurtis.info/2016/11/02/how-britain-carved-up-the-middle-east-and-helped-create-saudi-arabia/>) à la création du régime saoudien dans les années 1920 et 1930, tandis que les mêmes familles règnent sur Oman et Bahreïn depuis le XVIIIe siècle, soutenues par les troupes britanniques.

L'équilibre des pouvoirs entre la Grande-Bretagne et ces régimes a certes changé depuis l'époque coloniale, où les dictateurs de pacotille faisaient ce que Londres leur dictait sous peine d'être renversés. Mais le fond reste le même : Londres aide ces élites répressives à se maintenir au pouvoir afin de protéger ses intérêts militaires et commerciaux.

«Surveillance secrète»

À partir de la colonie britannique de Chypre (qui a obtenu son indépendance en 1960), les autorités ont créé un nouveau territoire, désormais décrit par les autorités britanniques comme une «zone souveraine». Ce territoire comprend deux parties de l'île, connues sous les noms d'Akrotiri et de Dhekelia, représentant 3% de la superficie de Chypre et abritant des bases secrètes des services secrets britanniques que le Government Communications Headquarters (GCHQ) refuse toujours de reconnaître publiquement.

Le maintien de ces bases militaires a été décrit par des responsables britanniques dans des dossiers déclassifiés dans les années 1990 comme relevant «d'un intérêt national supérieur», car «leur présence contribue de manière significative aux relations transatlantiques», c'est-à-dire qu'elles constituent également une base avancée pour les États-Unis.

Akrotiri sert actuellement de site de décollage à des centaines de (<https://www.declassifieduk.org/britain-sent-over-500-spy-flights-to-gaza/>) vols espions britanniques qui fournissent des renseignements à Israël durant son génocide à Gaza. Elle remplit cette fonction de longue date.

Le ministère de la Défense a décrit Akrotiri dans une analyse autrefois secrète de 1971 comme «une base à partir de laquelle mener des opérations de surveillance, y compris la collecte de renseignements», en plus de soutenir «les opérations navales et amphibies britanniques en Méditerranée orientale».

«On peut tirer de grands avantages à pouvoir mener des opérations de surveillance secrètes à partir du territoire souverain britannique», notait le ministère de la Défense.

À travers le monde

Une autre colonie actuelle est le soi-disant Territoire britannique de l'océan Indien – ou îles Chagos, dans l'océan Indien – illégalement détaché de l'île Maurice par la Grande-Bretagne dans les années 1960 pour permettre l'installation d'une base militaire américano-britannique.

Les députés conservateurs s'insurgent actuellement contre la décision de la Grande-Bretagne de «renoncer (<https://www.declassifieduk.org/the-chagos-islands-were-never-britains-to-give-away/>)» à ce territoire au profit de Maurice, alors qu'ils savent pertinemment que l'occupation britannique est illégale. Mais le droit international importait peu au XIXe siècle, et il importe peu aujourd'hui, sauf devant les caméras.

Gibraltar, conquis en 1704 à l'Espagne par les Britanniques qui ne l'ont jamais quitté, est également vital pour Whitehall. Ce territoire stratégiquement situé à l'embouchure de la Méditerranée abrite plusieurs installations militaires britanniques sur moins de sept kilomètres carrés.

Une analyse autrefois secrète du ministère de la Défense britannique note que «la valeur stratégique de Gibraltar découle de sa position dominante à l'entrée de la Méditerranée» et qu'il est «idéalement situé» comme base pour les activités maritimes et aériennes dans la région, y compris les «opérations de frappe/d'attaque».

Le Territoire britannique de l'Antarctique (BAT) est un autre territoire, peut-être peu connu, parmi les 14 territoires d'outre-mer britanniques sur lesquels le Royaume-Uni revendique la souveraineté, mais qui font l'objet de revendications concurrentes (<https://www.bas.ac.uk/about/antarctica/britain-in-antarctica/>) de l'Argentine et du Chili. La superficie du BAT, principalement recouverte de glaces, est environ sept fois plus grande que celle du Royaume-Uni.

Le BAT ne compte aucune population indigène et la présence britannique sur le territoire est assurée par le British Antarctic Survey, qui exploite trois stations scientifiques. La Royal Navy maintient un navire de patrouille dans la zone durant l'été austral et le territoire dispose de son propre système juridique et de ses propres administrations juridique et postale.

Les Malouines, situées dans l'Atlantique Sud, ont été conquises par la Grande-Bretagne en 1833 et font toujours l'objet d'un litige à l'ONU ainsi qu'avec l'Argentine.

Le Comité spécial de la décolonisation de l'ONU, composé de 24 pays et principal organe chargé des questions de décolonisation, appelle (<https://docs.un.org/en/A/79/23>) régulièrement le gouvernement britannique à négocier une résolution du différend avec l'Argentine sur le statut des îles.

Le gouvernement britannique rejette systématiquement ces appels, affirmant que le choix des insulaires de rester britanniques est primordial.

En 2016, cependant, la Commission des Limites du Plateau continental des Nations unies a publié un rapport (<https://www.asil.org/blogs/united-nations-commission-limits-continental-shelf-rules-falklands-islands-are-argentina%25E2%2580%2599s>) concluant que les îles Falkland sont situées dans les eaux territoriales de l'Argentine.

«Le deuxième empire»

La Grande-Bretagne a transformé un empire territorial en un empire commercial mondial, dont la City de Londres est le centre névralgique. En témoigne le rôle prépondérant que joue actuellement le Royaume-Uni dans la facilitation de l'évasion fiscale mondiale, que le Tax Justice Network (TJN) qualifie de «deuxième empire».

Le TJN publie un indice (<https://cthi.taxjustice.net/>) des paradis fiscaux pour les entreprises, qui classe les juridictions en fonction de leur complicité dans l'aide apportée aux multinationales pour réduire leurs impôts sur les sociétés. Son dernier classement place aux trois premières places les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans et les Bermudes, toutes des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni.

Selon le TJN, les pertes fiscales infligées au reste du monde par ces trois territoires britanniques s'élèvent à plus de 87 milliards de dollars par an, soit plus de cinq fois le montant du programme d'aide internationale du Royaume-Uni.

Le TJN note (<https://taxjustice.net/reports/cerd-submission-racialised-impacts-of-uks-second-empire/>) qu'«avec son réseau de territoires dépendants de la Couronne et d'outre-mer, le Royaume-Uni est le plus grand facilitateur mondial d'évasion fiscale transfrontalière. En effet, la «toile d'araignée» britannique, comme on l'appelle souvent, a été développée comme un système mondial de spoliation économique durant le déclin de son empire colonial officiel».

Des documents déclassifiés montrent à quel point les ministres britanniques apprécient, depuis bien longtemps, les «services» financiers fournis par ces paradis fiscaux.

Par exemple, Tony Blair a écrit à Pamela Gordon, alors Premier ministre des Bermudes, en novembre 1997, déclarant que «les Bermudes nous sont chères et nous admirons pleinement leur réussite, qui leur a permis de devenir l'un des principaux centres financiers et commerciaux du monde».

Les ressources de pays tiers

Il y a quelques années, j'ai étudié de près les activités des sociétés cotées à la Bourse de Londres (LSE) ayant des intérêts miniers en Afrique.

Cette étude a révélé (<https://curtisresearch.org/the-new-colonialism-britains-scramble-for-africas-energy-and-mineral-resources/>) que 101 entreprises, principalement britanniques, tirent des revenus d'activités minières dans 37 des 49 pays d'Afrique subsaharienne. Ces entreprises contrôlent des ressources estimées à 1050 milliards de dollars pour cinq matières premières seulement : pétrole, or, diamants, charbon et platine.

Pour ne rien arranger, un quart de ces 101 entreprises cotées à la Bourse de Londres sont enregistrées dans des paradis fiscaux, ce qui leur permet de transférer leurs bénéfices vers des juridictions où la fiscalité est faible, voire inexistante.

Londres est le centre (<https://londonminingnetwork.org/get-informed/mining-and-london/>) de l'industrie minière mondiale, accueillant des géants tels que Rio Tinto, Glencore et Anglo American. Les banques d'affaires et d'investissement, les fonds de pension et les compagnies d'assurance britanniques investissent chaque année des centaines de millions de livres sterling dans des dizaines de projets miniers à travers le monde.

Ces projets peuvent, dans certaines circonstances, profiter aux pays en développement, mais beaucoup sont tristement célèbres pour avoir provoqué des (<https://londonminingnetwork.org/companies-in-focus-anglo-american/>) catastrophes environnementales (<https://londonminingnetwork.org/companies-in-focus-rio-tinto/>) tout en générant des (<https://waronwant.org/resources/rivers-are-bleeding-british-mining-latin-america>) profits pour les actionnaires, au détriment des populations locales.

Le pétrole britannique

À l'époque coloniale, des sociétés privées telles que la Compagnie des Indes orientales, qui a conquis et gouverné une grande partie de l'Inde en l'exploitant massivement, ont largement influencé la politique étrangère britannique. Aujourd'hui, les intérêts du géant pétrolier britannique BP, mais aussi de Shell, sur lequel Declassified a beaucoup travaillé (<https://www.declassifieduk.org/tag/bp/>), influencent considérablement les choix du gouvernement britannique.

De l'Iran à l'Azerbaïdjan, de l'Irak au Nigeria, de la Russie au Venezuela, le Royaume-Uni fait passer (<https://www.declassifieduk.org/how-bps-interests-drive-uk-support-for-wars-coups-and-dictators/>) les profits de BP avant une politique étrangère qui, avec d'autres priorités et d'autres institutions, pourrait promouvoir les droits humains ou la gouvernance démocratique.

Plusieurs guerres et coups d'État britanniques de l'après-guerre s'expliquent notamment par les intérêts pétroliers défendus par le gouvernement au profit de BP.

Il n'est donc pas surprenant que BP et les services gouvernementaux se livrent à un véritable va-et-vient de personnel et que l'entreprise entretienne des liens étroits avec les services du renseignement britanniques, comme Sir John Sawers, ancien directeur du MI6, qui siège au conseil d'administration de BP depuis 2015.

Pillage des ressources

À l'occasion s'élève le pillage des ressources des pays pauvres au profit des pays riches ? Jason Hickel, de la London School of Economics, calcule que (<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13563467.2021.1899153>) les pays du Sud ont perdu la somme astronomique de 62 000 milliards de dollars durant la période 1960-2018 en raison de «l'inégalité des transferts».

Des milliards de tonnes de matières premières et des milliards d'heures de main-d'œuvre par an, sous forme de produits bruts, de produits industriels de haute technologie tels que les smartphones, les ordinateurs portables, les puces informatiques et les voitures, sont désormais fabriqués en grande majorité dans les pays du Sud.

Un transfert de richesse (<https://www.aljazeera.com/opinions/2021/5/6/rich-countries-drained-152tn-from-the-global-south-since-1960>) occulte à lieu, car les prix payés pour ces produits sont systématiquement plus bas dans le Sud que dans le Nord.

«Le transfert depuis le Sud reste une caractéristique majeure de l'économie mondiale dans l'ère postcoloniale ; les pays riches continuent de miser sur des formes impérialistes d'appropriation pour maintenir leurs niveaux élevés de revenus et de consommation», affirme Hickel.

Il est difficile d'estimer la part de responsabilité de la Grande-Bretagne dans ce phénomène, mais compte tenu de son rôle commercial mondial, on pourrait conclure qu'elle est «significative».

Quelques tracés sur les cartes

L'empire perdure sous d'autres formes. Certains des conflits frontaliers les plus persistants au monde trouvent leur origine dans le découpage du monde effectué par les autorités britanniques en fonction de leurs intérêts impériaux.

Au début de l'année 2023, près de 200 000 personnes ont fui une ville du Somaliland, en Afrique de l'Est, à la suite de combats liés à la résistance d'un groupe contre une frontière (<https://www.declassifieduk.org/another-colonial-border-is-causing-conflict-in-africa/>) coloniale créée par la Grande-Bretagne en 1960.

En 2020, un affrontement sanglant a opposé les troupes indiennes et chinoises dans la vallée de Galwan, dans l'Himalaya, au sujet d'une frontière tracée (<https://tribunemag.co.uk/2020/07/the-colonial-roots-of-the-india-china-standoff>) entre le Raj britannique et la Chine par les planificateurs coloniaux.

La ligne McMahon, tracée en 1914 par Henry McMahon, ministre des Affaires étrangères de l'Inde britannique, n'a jamais été reconnue par la Chine.

Bien que la dernière guerre frontalière à grande échelle entre l'Inde et la Chine remonte à 1962, les tensions et les sources potentielles de conflits futurs persistent, comme c'est le cas ailleurs, notamment le long de la ligne Durand qui marque la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, tracée en 1893 par un diplomate britannique et l'émir afghan.

D'autres conflits majeurs, comme celui qui oppose l'Inde et le Pakistan, notamment au sujet du territoire divisé du Cachemire, trouvent également leur origine en partie dans les délimitations frontalières britanniques.

La création d'Israël et l'expropriation forcée et le nettoyage ethnique de 750 000 Palestiniens en 1948 sont en grande partie dus à la déclaration de 1917 de la Grande-Bretagne promettant une patrie aux Juifs et à son soutien ultérieur au sionisme.

Comme Rashid Khalidi et beaucoup d'autres le soutiennent (<https://www.goodreads.com/book/show/41812831-the-hundred-years-war-on-palestine>), Israël est un projet colonialiste –

essentiellement une continuité de l'expansion coloniale européenne dans une ère de décolonisation officielle – qui continue d'être soutenu par Whitehall.

Plus près de chez nous, le statut futur de l'Irlande – sans parler de l'Écosse – reste une question épineuse pour les années à venir.

Plus de 100 ans après la création de l'Irlande du Nord, un nombre croissant d'habitants de la province (mais pas la majorité) soutiennent la réunification de l'Irlande : 34% en 2024 contre 27% en 2022, selon un sondage (<https://www.irishtimes.com/ireland/2025/02/07/support-for-irish-unification-grows-but-unity-vote-would-be-soundly-defeated-in-north-poll-shows/>).

Héritages

L'Empire a eu un impact énorme sur le monde et ses héritages ont été maintes fois évoqués. Les plus tangibles sont les structures physiques telles que les villes, les écoles, les hôpitaux, les gares et les tribunaux à travers le monde.

Mais l'impact le plus extrême a été le massacre de masse. Mike Davis a écrit (https://www.goodreads.com/book/show/7859.Late_Victorian_Holocausts) un texte célèbre sur les «holocaustes de la fin de l'époque victorienne». Une étude récente calcule (<https://www.aljazeera.com/opinions/2022/12/2/how-british-colonial-policy-killed-100-million-indians>) que la domination britannique en Inde a entraîné la mort de plus de 100 millions de personnes entre 1881 et 1920, en drainant les richesses du pays et provoquant une famine.

Certains auteurs affirment que la présence d'institutions parlementaires, de l'ordre public et des progrès en matière de santé dans les anciennes colonies sont autant d'héritages de l'Empire, mais ces affirmations sonnent souvent creux (<https://blogs.sussex.ac.uk/snapshotsofempire/2022/10/10/what-are-the-british-empires-legacies/>).

Une étude montre que la domination britannique établit une corrélation (<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0147596718302142>) directe avec la démocratie lorsque les pays ont accédé à l'indépendance, mais pas 30 ans plus tard. Dans d'autres pays, comme l'Inde, Amartya Sen note (<https://www.theguardian.com/world/2021/jun/29/british-empire-india-amartya-sen>) que la démocratie multipartite et la liberté de la presse n'ont été possibles qu'après le départ des Britanniques.

D'autres études montrent que la domination coloniale britannique en Afrique a favorisé la (<https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2020/10/28/what-is-british-colonial-rule-in-africa-foster-a-legacy-corruption-local-elites/>) corruption persistante des chefs locaux, et que les guerres civiles nationalistes sont trois fois plus fréquentes (<https://press.princeton.edu/books/hardcover/9780691274492?srsid=AfmBOoqZHU8vui69azvwUYo9h5W6pRtVhSyUYUXfxhuQIHUAETkhMGua>) dans les anciennes colonies britanniques que dans les autres anciennes colonies d'outre-mer.

Culture interventionniste

Caroline Elkins, éminente historienne américaine, écrit (<https://www.library.hbs.edu/working-knowledge/racism-colonialism-and-britains-legacy-of-violence>) que l'Empire britannique était essentiellement fondé sur l'asservissement et la coercition, laissant derrière lui un «héritage de violences».

En effet, «la force fait le droit» selon beaucoup à Whitehall, il y a deux cents ans comme aujourd'hui. Mes recherches pour Declassified ont recensé 83 interventions militaires (<https://www.declassifieduk.org/the-uks-83-military-interventions-around-the-world-since-1945/>) britanniques dans 47 pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces épisodes vont des guerres coloniales brutales et des opérations secrètes aux tentatives de soutien à des gouvernements privilégiés ou de répression de troubles civils.

En outre, le Royaume-Uni a planifié ou exécuté 42 tentatives (<https://www.declassifieduk.org/britains-42-coups-since-1945/>) de renversement de gouvernements étrangers dans 27 pays depuis 1945. Ces tentatives ont impliqué les agences du renseignement, des interventions militaires secrètes et officielles, ainsi que des assassinats.

À l'apogée de l'Empire, les figures coloniales britanniques croyaient posséder une supériorité innée sur les peuples des autres pays, comme en témoignent les nombreuses lois, attitudes et politiques racistes qui ont prévalu pendant des décennies. C'est ce qui justifiait, dans leur esprit, la répression de leurs victimes.

Ces attitudes méprisantes persistent encore aujourd'hui et se manifestent sous plusieurs formes, notamment par la conviction que la Grande-Bretagne peut faire cavalier seul en Europe, qu'elle a gagné à elle seule la Seconde Guerre mondiale ou que les pays en voies de développement seraient mieux lotis dans un Empire 2.0.

Elkins note que «le nationalisme impérial britannique a perduré et sous-tend la conviction de la Grande-Bretagne que cette petite nation insulaire est un géant prêt à revendiquer son droit historique sur le monde.

«Dans aucun autre État-nation contemporain le nationalisme impérialiste n'a perduré avec des conséquences sociales, politiques et économiques aussi explicites», ajoute-t-elle.

Légitime défense

Les responsables britanniques affichent de multiples façons leur mentalité impérialiste dans leur politique étrangère. La Grande-Bretagne vient de bombarder le Yémen en prétendant (<https://x.com/markcurtis30/status/1917849384810619279>) agir en «légitime défense», un droit qu'elle s'est octroyé et qui ne s'applique qu'aux responsables de Whitehall et à leurs alliés.

Ils dénoncent un pays comme l'Iran pour tenter de se doter de l'arme nucléaire, alors qu'ils continuent d'augmenter l'arsenal nucléaire britannique, et passent sous silence celui d'Israël.

L'ancien chef de l'armée britannique, le général Sir Nick Carter, s'est récemment interrogé (<https://x.com/declassifiedUK/status/1913623629319053494>) : «Est-ce le moment de mettre fin aux aspirations nucléaires de l'Iran par une action militaire ?» Téhéran se verrait refuser ce droit.

La Grande-Bretagne vient d'envoyer l'un de ses porte-avions patrouiller en Asie afin d'envoyer un «message fort» sur la puissance navale et aérienne du Royaume-Uni, selon les termes (<https://news.sky.com/story/royal-navys-flagship-hms-prince-of-wales-begins-eight-month-deployment-13353521>) du commandant du groupe de frappe, le commodore James Blackmore :

«Il s'agit de soutenir les routes commerciales clés entre la région indo-pacifique et le Royaume-Uni, ainsi que nos partenaires et alliés dans la région, en montrant que nous sommes présents en tant que puissance fiable et crédible si cela s'avère nécessaire».

Le commentaire de Blackmore pourrait avoir été fait dans les années 1850, lorsque les forces navales royales bombardaient les ports chinois pendant les guerres de l'opium.

C'est également ce sentiment de supériorité, ancré dans l'esprit des élites et dans l'histoire, qui explique la culture du secret qui règne en Grande-Bretagne et le mépris du droit du public à connaître ne serait-ce que les grandes lignes de l'action des ministres.

La fin de l'empire

Combien de temps les vestiges de l'empire peuvent-ils encore perdurer ? Dans plusieurs pays, des voix s'élèvent pour réclamer la destitution du roi Charles en tant que chef de l'État et l'instauration d'une république.

La Jamaïque prévoit (<https://www.voice-online.co.uk/news/world-news/2025/03/21/jamaica-transition-to-republic-has-passed-halfway-point-says-top-minister/>) d'organiser un référendum en vue de se doter d'une république dans le courant de l'année, tandis que des votes similaires pourraient avoir lieu au Belize (https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/05/04/jamaica-and-belize-consider-becoming-republics-ahead-of-king-charles-coronation_6025461_4.html) et aux Bahamas (<https://www.voice-online.co.uk/news/world-news/2022/09/14/all-change-in-the-caribbean-as-the-bahamas-latest-country-to-hold-referendum-on-becoming-a-republic/>). Des responsables politiques de la Grenade (<https://news.sky.com/story/grenadian-prime-minister-hopes-country-will-become-republic-under-his-leadership-12873176>) et de Saint-Kitts-et-Nevis (<https://www.theguardian.com/world/2023/may/08/saint-kitts-and-nevis-pm-says-country-is-not-free-while-king-charles-is-head-of-state>) ont également évoqué la possibilité pour leurs pays de rompre tout lien avec la monarchie britannique.

L'opposition à la présence militaire britannique à Chypre s'intensifie (<https://in-cyprus.philenews.com/local/uk-cyprus-protests-raf-akrotiri-palestine/>), en raison de son recours à la Royal Air Force pour soutenir Israël pendant un génocide. Au Kenya, des députés et des avocats contestent (<https://www.declassifieduk.org/tag/kenya/>) les actions de l'armée britannique

coupables de meurtres de populations locales et de destruction de l'environnement.

L'ONU continue d'appeler régulièrement les empires à céder leurs derniers territoires afin que ces pays puissent accéder à une véritable gouvernance.

L'Irak en 2003 et Gaza aujourd'hui ont politisé plusieurs générations de Britanniques, qui perçoivent désormais plus clairement la véritable nature de la politique étrangère du Royaume-Uni. Ils ont été aidés par Twitter et des médias indépendants de plus en plus influents, qui contournent la servilité des médias mainstream vis-à-vis des versions officielles.

L'empire britannique a toujours eu ses détracteurs et ses adversaires, même à son apogée, et c'est certainement toujours le cas aujourd'hui. Il est possible d'y mettre fin et d'instaurer, pour la première fois de notre histoire, une politique étrangère décente, fondée sur les valeurs universelles et des règles internationales équitables.

source : Declassified UK (<https://www.declassifieduk.org/the-empire-never-died/>) via Spirit of Free Speech (<https://ssofidelis.substack.com/p/l'empire-sans-fin>)

(<https://reseauinternational.net/mentions-legales/>)